

# **Couplage entre Développement Agricole et Alimentation Scolaire en Afrique Subsaharienne : Une Perspective Théorique**

**James Sumberg\* et Rachel Sabates-Wheeler**  
Juin 2010

## Résumé

Ce document prend comme point de départ la proposition selon laquelle les interventions de protection sociale liées à l'alimentation peuvent être mises à profit pour promouvoir un changement transformationnel des systèmes d'exploitation agricole à caractère familial en Afrique subsaharienne. Il vise à mettre en exergue la complexité des modalités de transformation agricole associées à l'idée, pourtant apparemment simple, de l'horticulture vivrière locale pour les repas scolaires (HGSF / home-grown school feeding), une idée de plus en plus largement reconnue comme offrant une solution « gagnant-gagnant ». En analysant la littérature consacrée à l'HGSF ainsi que ses principaux fondements théoriques (à savoir : structuration de la demande, localisme, exploitations agricoles familiales), nous identifions les domaines d'incohérence surgissant de ces documents et des programmes, ainsi que les tensions susceptibles d'apparaître lorsqu'une même initiative vise à la fois des objectifs commerciaux et sociaux. Les arguments présentés dans le présent document ont pour objet de fournir une base permettant de clarifier les domaines suivants : 1) théorie du changement pour les programmes HGSF ; 2) conditions favorables à une issue positive des programmes HGSF en termes de développement agricole et 3) déploiement des programmes de recherche et d'évaluation d'impact. Ce programme de recherche aborde en outre, de façon plus générale, des domaines importants mais insuffisamment explorés tenant à la protection sociale globale et au discours sur le développement agricole.

**Mots clés :** protection sociale, horticulture vivrière locale pour repas scolaires, structuration de la demande, approvisionnement

## 1. Introduction

L'intérêt pour les solutions « gagnant-gagnant » et la convergence récente des débats sur les politiques relatives à l'agriculture et la protection sociale attirent l'attention sur la corrélation entre développement agricole et interventions de protection sociale en Afrique subsaharienne (ASS). Selon la perspective la plus conventionnelle, les politiques agricoles encouragent le renforcement de la productivité et la croissance des revenus, tandis que la protection sociale a pour objet de stabiliser les rendements et la consommation (notamment en cas d'échec de la production). Cette perspective est toutefois remise en cause par un certain nombre d'éléments probants émergents qui suggèrent que, dans certains contextes, ces deux objectifs peuvent être réalisés à l'aide d'un seul et même instrument (Donward et al. 2006 ; Sabates-Wheeler et al. 2009). L'interconnexion des politiques « sociales » et « économiques » pour les agriculteurs pauvres avait été anticipée au cours des débats des années 1990 sur « le couplage entre l'aide sociale et le développement » et « les filets de sécurité améliorant la productivité ». Cette relation est cependant apparue de façon plus marquée avec la « colonisation » de nombreux instruments de politique agricole traditionnelle par l'aide sociale, notamment par l'assurance-

récolte, les subventions sur les intrants agricoles et même les marchés à terme sur les céréales (Donward et al. 2006).

L'alimentation scolaire est un type de programme « d'approvisionnement » classique et bien établi en matière de protection sociale. En distribuant des repas, snacks ou rations à emporter aux enfants, les programmes de restauration scolaire visent avant tout à surmonter les carences alimentaires et nutritionnelles. Cependant, le fait que l'alimentation scolaire puisse également améliorer la scolarisation (en particulier celle des filles) et les résultats scolaires (Bundy et al. 2009, Kristjansson et al. 2007) suggère que, sur le moyen à long terme, celle-ci pourrait également avoir des effets importants en termes de protection et de transformation (passant par le renforcement du capital humain et/ou l'autonomisation des filles par rapport aux garçons en surmontant les inégalités d'accès à l'éducation) <sup>1</sup>

Depuis quelques années, on dénote les signes d'une évolution significative dans la réflexion sur l'alimentation scolaire (Morgan and Sonnino 2008; Bundy et al. 2009). Un grand nombre d'éléments de cette nouvelle réflexion sont activement mis en avant au titre des programmes « d'horticulture vivrière locale pour les repas scolaires » (HGSF) (Espejo et al. 2009). L'HGSF présente un intérêt particulier dans la mesure où elle offre un exemple d'intervention présenté comme apte à agir sur les relations positives ou les synergies entre protection sociale et développement agricole.

Si l'HGSF a pu être définie de diverses manières (Espejo et al. 2009; Morgan et al. 2007; Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique (CAADP))<sup>2</sup>, le dénominateur commun est la notion selon laquelle l'HGSF vise à établir, activement et explicitement, un lien entre développement agricole et alimentation scolaire. On constate en revanche, d'une part que les avis sont plus partagés en ce qui concerne l'échelle d'application de ce couplage (les termes « local », « national » et « produit localement » sont tous utilisés dans ce contexte, parfois de manière interchangeable), et d'autre part que les mécanismes d'interfaçage eux-mêmes sont rarement spécifiés (Sumberg and Sabates-Wheeler 2010).

Au cours des cinq dernières années, les programmes HGSF ont suscité une attention croissante de la part des organismes internationaux (Sanchez et al. 2005), des donateurs, des décideurs politiques nationaux et des gouvernements, ainsi que des universitaires (Morgan et al. 2007) et des professionnels (Espejo et al. 2009). La Fondation Bill et Melinda Gates (BMGF) a par ailleurs financé ou cofinancé certaines de ces activités, ainsi que d'autres initiatives étroitement liées telles que le programme « Achats au service du progrès » (P4P) du Programme alimentaire mondial (PAM).<sup>3</sup>

L'argumentation en faveur du potentiel des programmes HGSF sur les plans à la fois de la protection sociale et du développement agricole est en grande partie fondée sur les expériences chilienne et brésilienne (Morgan et al. 2007 ; Espejo et al. 2009). En ce qui concerne l'ASS, l'argumentation utilisée pour justifier la promotion de l'approche HGSF s'articule généralement en trois points, à savoir :

- Le secteur agricole et les moyens de subsistance des exploitants de ferme familiale en ASS peuvent être

transformés pour le mieux grâce à un engagement plus poussé avec les marchés.

- Ce potentiel de transformation est actuellement entravé par la défaillance des marchés intrants et extrants, une infrastructure médiocre et une utilisation sous-optimale des technologies de renforcement de la productivité.
- Cependant, si l'on « structure » la demande de manière à rendre l'interaction des exploitants de ferme familiale avec les marchés plus simple, moins risquée et plus rentable, et si l'on propose un éventail de services complémentaires (formation, crédit, accès à la technologie), l'achat de nourriture pour les programmes de protection sociale (comme les repas scolaires) peut être mis à profit pour amorcer ce processus de transformation fondé sur le recours au marché.

Ce rapport utilise le cas de l'approche HGFSF pour explorer la proposition selon laquelle les objectifs poursuivis en matière de protection sociale et de croissance agricole peuvent être réalisés dans le cadre d'une intervention unique. Au vu de l'intérêt croissant pour l'HGFSF en tant qu'outil pour un changement agricole positif (et des importantes ressources qui lui sont désormais consacrées), ainsi que du manque d'éléments empiriques probants permettant de valider la proposition HGFSF, notre rapport se propose d'apporter une contribution critique, opportune et constructive au débat. Plus spécifiquement, notre ambition est d'une part de clarifier la théorie et les hypothèses sous-jacentes à l'approche HGFSF, et d'autre part de situer les notions de « structuration de la demande » et de « localisation » dans le contexte des documents publiés, en vue de tirer des enseignements pertinents pour l'HGFSF. L'article est structuré comme suit : dans la section suivante, nous explorons la théorie du changement qui sous-tend l'approche HGFSF. Nous utilisons ensuite cette théorie pour identifier les avantages potentiels qui pourraient être associés à l'HGFSF et cherchons à déterminer *si, comment, quand, où et pour*

qui ces avantages sont susceptibles d'avoir un effet véritablement « transformateur » au sein de l'ASS. Le rapport propose enfin, en conclusion, des pistes de réflexion approfondie.

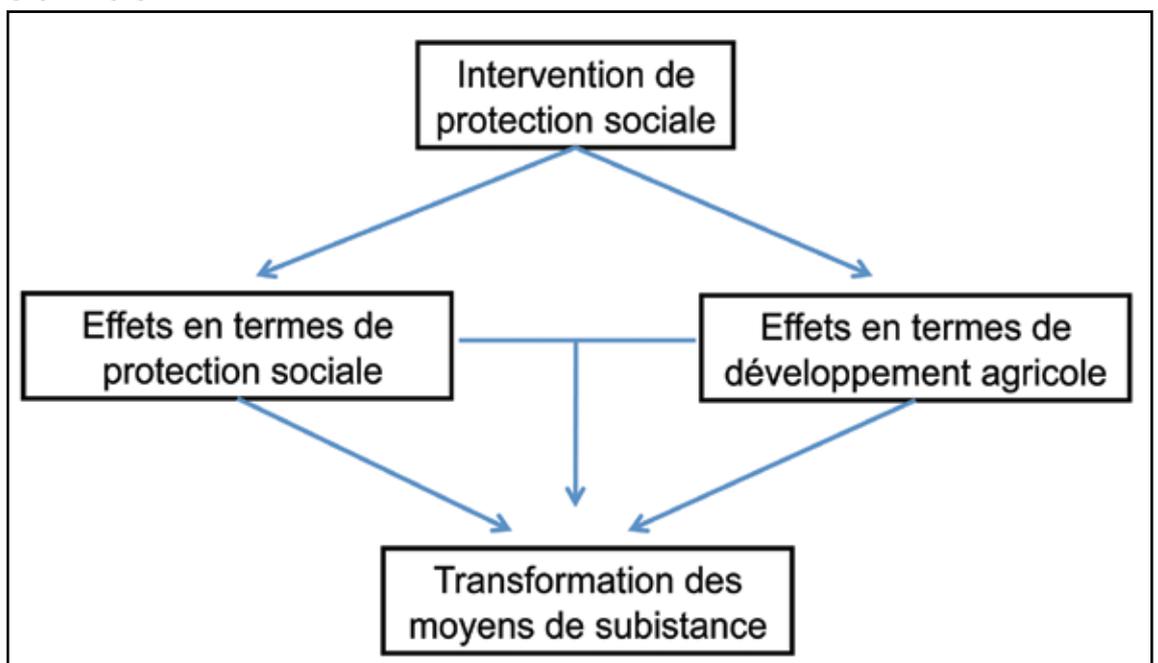
## 2. Théorie du changement

Ainsi que cela a déjà été souligné (et conformément à l'illustration schématique proposée en figure 1), la théorie sous-jacente à l'approche HGFSF est l'idée selon laquelle les effets positifs qui lui sont associés en termes de protection sociale et de développement agricole (effets spécifiques et effets liés à l'interaction entre ces deux champs) seront suffisamment puissants pour amorcer la transformation de l'agriculture et, par la suite, celle des moyens de subsistance des zones rurales en ASS. Dans cette section, nous explorons de façon approfondie les aspects de cette théorie liés au développement agricole.

La théorie du changement à la base du HGFSF propose une synthèse entre des idées issues de deux grandes sources. La première concerne essentiellement l'orthodoxie actuelle sur la question du développement agricole en ASS<sup>4</sup>, tandis que la deuxième recouvre un corpus d'idées s'articulant autour de l'utilisation stratégique des marchés publics, de la « croissance assistée par la demande » et de la localisation économique. Cette théorie du changement combine des éléments de ces deux sources et articule un raisonnement logique en huit points :

- La croissance agricole est essentielle pour la réduction de la pauvreté à grande échelle en ASS.
- La croissance agricole se produira par un engagement approfondi avec les marchés intrants et extrants, qui stimulera l'évolution technique et se traduira par une amélioration de la productivité.
- Pour que l'impact en matière de réduction de la pauvreté de ce lien entre « engagement avec les marchés » et « croissance agricole » soit maximal, l'action

Figure 1. Couplage des effets de protection sociale et de développement agricole : un scénario gagnant-gagnant?



doit être focalisée sur les petites exploitations agricoles ou les fermes familiales.

- L'une des entraves majeures à un engagement plus poussé avec le marché de la part des exploitants de ferme familiale tient au fait que, dans la plupart des régions rurales d'ASS, les marchés intrants et extrants sont peu développés, saisonniers et mal gérés ; l'infrastructure est médiocre, etc.
- Ces contraintes du marché peuvent être surmontées en utilisant la demande du secteur public pour l'alimentation associée aux programmes de protection sociale (alimentation scolaire, par exemple) afin d'encourager une stratégie de croissance agricole assistée par la demande. Une telle demande alimentaire pourra être « structurée » de façon à ce que certains groupes, spécifiquement ciblés au sein de la population des exploitations agricoles familiales, puissent entrer en interaction avec les marchés intrants et extrants de manière plus simple, plus rentable et moins risquée.
- Les programmes de protection sociale qui interviennent sur le volet « alimentation » sont des candidats de premier choix pour une approche de structuration de la demande, cela pour deux raisons : d'une part, les bienfaits du remplacement de l'aide alimentaire et des produits importés par la production locale des produits de consommation courante sont de plus en plus largement reconnus (tant dans les pays donateurs que dans les pays bénéficiaires) ; d'autre part, ce type de demande est fortement prévisible et se prête donc bien à un processus de restructuration visant à réduire l'incertitude et les risques associés à l'interaction des exploitants de ferme familiale avec les marchés alimentaires.
- La mise à disposition de services complémentaires (formation, crédit, accès aux intrants et à la technologie) peut être liée au processus de structuration de la demande.
- Le recours à une demande structurée pour approvisionner les programmes de restauration scolaire constitue par conséquent une voie d'action attrayante pour l'amorçage d'un processus de transformation de l'agriculture et des moyens de subsistance.

Vu sous l'angle du développement agricole en ASS, l'originalité tient ici aux liens explicitement établis avec les marchés publics, la localisation et la structuration de la demande. Ces liens sont examinés en plus de détails ci-après.

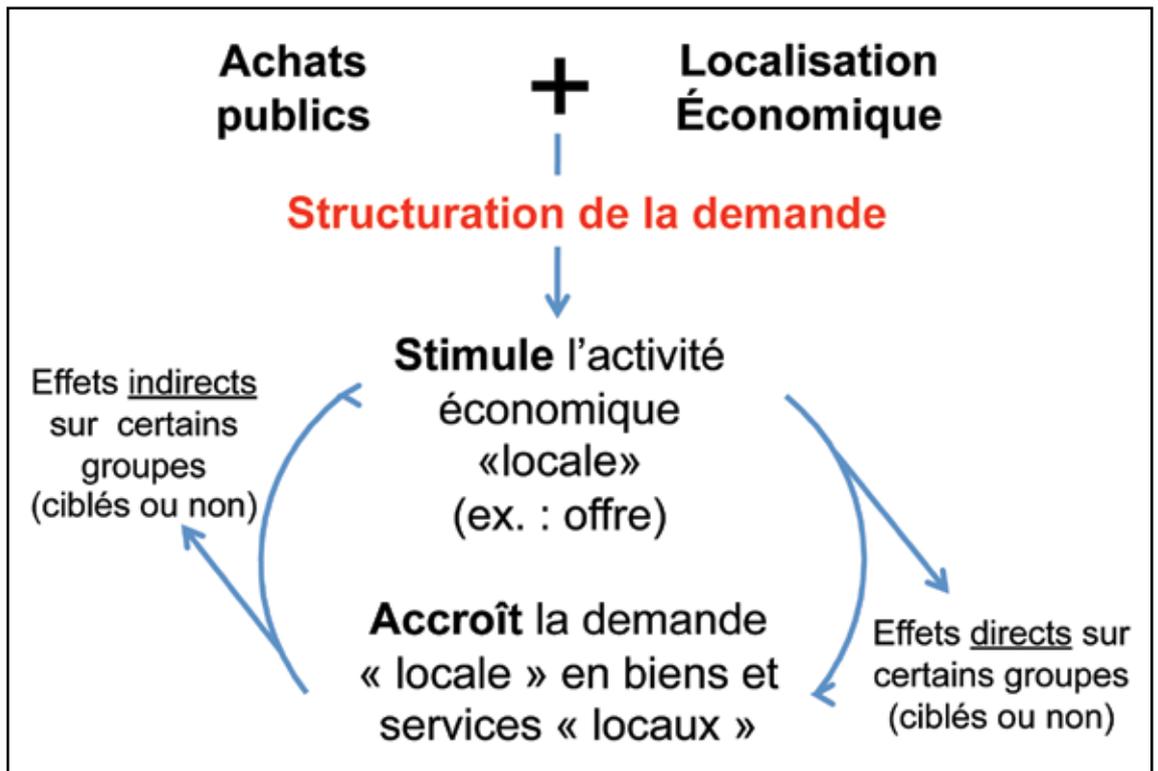
L'idée selon laquelle les marchés publics peuvent constituer un puissant outil d'accélération du développement économique (en favorisant par exemple le développement des petites entreprises) est bien établie : Tandler et Amorim (1996) avaient décrit cette approche en termes de « croissance assistée par la demande ». Plus récemment, le rôle des marchés publics en matière de promotion des programmes de développement durable, environnemental et social a été mis en exergue au Nord (voir Eckersley 2004, McCrudden 2004) comme au Sud (Bolton 2008 ; Geng et Doberstein 2008). La proposition fondamentale est que l'immense pouvoir d'achat de l'Etat peut être utilisé de manière stratégique, proactive et novatrice pour bénéficier à un ensemble divers de

fournisseurs, régions et produits et permettre, à terme, des avancées transformationnelles (cela par comparaison avec les méthodes d'approvisionnement plus classiques de type « réduction des coûts » ou « rentabilité »). L'exemple particulier de l'approvisionnement alimentaire pour les écoles a fait l'objet d'une étude approfondie (Morgan 2008 ; Morgan and Sonnino 2008 ; Sonnino 2009).

La deuxième composante originale de la théorie de l'HGSF concerne l'intérêt croissant pour la « production locale » et les processus de décentralisation économique, décrits par certains observateurs comme une réaction à l'ère de la mondialisation. Il a été suggéré que les efforts de localisation (ou *re-localisation*) de l'activité économique peuvent ou doivent constituer l'axe majeur des programmes de développement visant des domaines aussi divers que le chômage, la réduction des inégalités et vulnérabilités ou encore le changement climatique. Cette approche est également au cœur des programmes de « souveraineté alimentaire » et de leur vision alternative pour l'agriculture et le développement rural à l'échelle mondiale (Martinez-Torres et Rosset 2010). Les implications sociales, économiques et environnementales de la re-localisation de la production et des systèmes alimentaires ont fait l'objet d'une attention toute particulière au cours de la dernière décennie (Winter 2003 ; Hinrichs 2003 ; Dupuis et Goodman 2005 ; Born et Purcell 2006)<sup>5</sup>. L'évolution en faveur d'un approvisionnement national (et régional) pour l'aide alimentaire peut être interprétée à la lumière d'une compréhension renouvelée des différents avantages (agriculteurs, commerçants, transporteurs, bénéficiaires de l'aide alimentaire) qui peuvent découler de stratégies plus localisées en matière d'approvisionnement alimentaire (Maxwell 2007 ; del Ninno et al. 2007 ; Lentz et Barrett 2008 ; Tadesse et Shively 2009).<sup>6</sup>

La troisième composante originale porte sur l'idée communément admise selon laquelle, dans la plupart des zones rurales d'ASS, le lien positif entre engagement avec les marchés et investissement technologique échoue dans sa concrétisation car les marchés des intrants et extrants agricoles sont peu développés et mal gérés, les institutions de soutien (c'est-à-dire celles qui fournissent la recherche, l'extension et le crédit) sont « faibles », sans compter qu'une grande partie des zones rurales sont mal desservies par les infrastructures de transport et de communication (Poulton et al. 2006). Cette analyse peut être interprétée en termes de risque de coordination, que Dorward and Kydd (2004) définissent comme « risque d'échec de l'investissement d'un acteur en raison de l'absence possible d'investissements complémentaires par les autres acteurs à différents points de la chaîne d'approvisionnement ». Le risque de coordination est particulièrement important dans les régions où les marchés sont peu développés et les institutions sont faibles. Si l'on se place dans la perspective du développement agricole focalisé sur la réduction de la pauvreté en ASS, « l'enjeu principal de la coordination (...) est (...) de déterminer comment développer des systèmes de chaîne d'approvisionnement assurant aux petits propriétaires un accès à la *gamme* des services de pré-récolte dont ils ont besoin *tout en* améliorant l'accès aux opportunités rémunératrices des marchés intrants » (Dorward

Figure 2. Le modèle HGSF : théorie du changement



et al. 2005). Selon Barrett (2008, p.300), « il faut alors que les institutions et les dotations ainsi que les prix soient « adaptés » pour induire un développement fondé sur le marché ».

Dans le contexte HGSF, le risque de coordination est traité par le biais de la structuration de la demande. Bien que ce terme soit relativement récent, il est le produit d'un long cheminement intellectuel et politique, la filiation la plus directe étant vraisemblablement un lien avec les idées et l'expérience s'articulant autour des « marchés publics favorisant les petites entreprises », les « modèles fondés sur la demande » et de la croissance [des petites entreprises] assistée par la demande » (Tendler et Amorim 1996). Ces idées diffèrent des « approches fondées sur l'approvisionnement », dont la « spécialité consiste à fournir un ou plusieurs services permanents comme le crédit, la formation à la gestion d'entreprise ou l'assistance technique. Ces approches tentent de desservir autant d'entreprises et de secteurs possibles » (Tendler et Amorim 1996). Même si ces deux approches ne sont pas diamétralement opposées (l'ambition d'une approche assistée par la demande étant clairement de stimuler une réponse de la part des fournisseurs), la question cruciale reste de savoir qui, de l'offre ou de la demande, est le moteur de l'intervention. Dans la mesure où la réponse sur le volet « offre » est limitée en raison des défauts de coordination, la mise à disposition de services complémentaires (à savoir formation, crédit et assistance technique) pourrait s'avérer justifiable.

En s'appuyant sur ces premières expériences et en les reliant à l'intérêt actuel pour l'utilisation des marchés structurés ou de la demande structurée dans le cadre des programmes HGSF (Fondation Bill et Melinda Gates 2008, 2009), nous suggérons que la demande structurée puisse être conçue sous forme d'interventions publiques

de stimulation de la demande, avec pour objectif explicite de réduire le risque de coordination, et plus spécifiquement les barrières à l'entrée et/ou les coûts de transaction auxquels sont confrontés certains groupes spécifiques de fournisseurs potentiels. Ces interventions agissant sur le volet « demande » visent à créer une demande supplémentaire significative, prévisible dans le temps. Selon les circonstances, celles-ci pourraient être accompagnées de mesures du côté de l'offre (accès à l'information, nouvelles technologies, crédit, formation etc.) et d'autres interventions à long terme et moins directes (processus politiques).

Sur le plan opérationnel, la demande est structurée par le biais des systèmes et procédures d'achats. Parmi les leviers d'action sur lesquels il sera possible de jouer pour structurer la demande et encourager ou faciliter l'engagement des exploitants de ferme familiale, il convient de citer :

- Le type, les qualités intrinsèques (normes de qualité, notamment) et extrinsèques (type de producteur ou zone géographique de production, par exemple) des marchandises achetées
- La quantité à acheter (y compris le nombre et la taille des lots)
- Les conditions de livraison (ex. : lieu, quantité, fréquence, emballage)
- Le mécanisme de calcul des prix
- Exigences minimales éventuelles pour accéder au statut de fournisseur « agréé » ou « autorisé » ; autres restrictions éventuelles concernant le profil des personnes habilitées à répondre aux appels d'offres
- Modalités contractuelles (notamment : mode et fréquence de paiement, paiements à la commande, pénalités pour défaut de paiement, conditions d'assurance)

Dans la figure 2, nous avons réuni les divers éléments de la théorie du changement HGSF au sein d'un modèle unifié. Ce dernier postule qu'en se basant sur une approche de demande structurée pour faire un usage stratégique des marchés publics, l'économie « locale » sera stimulée par un flux de retombées positives à la fois directes, principalement pour les groupes cibles, et indirectes sur la population « locale » de façon plus générale<sup>7</sup>, grâce aux effets multiplicateurs et d'entraînement. Un aspect fondamental de toute argumentation en faveur du potentiel transformateur de l'approche HGSF repose sur l'idée que son action peut permettre d'amorcer le cycle d'activité économique décrit dans la figure ci-dessous. Pour qu'un programme HGSF tienne ses promesses, ce cycle doit (sur le moyen à long terme et si possible au-delà de la fin du programme HGSF) avoir un impact suffisant en termes d'opportunités et d'incitation pour transformer le secteur agricole et les moyens de subsistance ruraux qui en dépendent.

### 3. Bénéfices et bénéficiaires

À la lumière de la théorie du changement précédemment décrite, nous nous penchons dans cette section sur les effets positifs, en termes de développement agricole et économique, potentiellement associés à l'HGSF. On peut établir une distinction générale entre effets positifs directs (dépenses liées à l'achat de denrées alimentaires et opportunités supplémentaires en termes de commercialisation et de génération de revenus pour les producteurs et les fournisseurs) et retombées indirectes (effets multiplicateurs et d'entraînement) (tableau 1). Ces effets peuvent également être classés entre retombées sur les niveaux de revenu et impacts sur la formation de capital (capital humain et social).

Le modèle d'approvisionnement utilisé et l'échelle des achats réalisés dans le cadre d'un programme HGSF détermineront l'amplitude des effets directs (hausse des revenus, égalisation des revenus, formation du capital humain) et les modalités de leur répartition entre les producteurs et les autres acteurs de la chaîne d'approvisionnement. Par ailleurs, la répartition des effets positifs au sein même de ces groupes d'acteurs, de même que leur distribution spatiale, dépendront de l'efficacité avec laquelle les éventuelles stratégies de ciblage ont été mises en œuvre dans le cadre du système d'approvisionnement.

Les avantages indirects associés avec une intervention comme l'HGSF pourront être multiples, largement répartis et réalisés sur une longue durée. Certains d'entre eux seront clairement involontaires et imprévus. La littérature concernant les effets sur l'économie locale (Cooper et John 1988) est à ce titre cruciale pour permettre la compréhension de ces retombées indirectes, ainsi que les modalités (et les contraintes) selon lesquelles la structuration de la demande, et donc l'HGSF, peuvent avoir un effet de changement et de transformation plus général sur le secteur agricole.

#### 3.1. Facteurs de modération des effets potentiels

Le niveau et la répartition des effets directs et indirects potentiels identifiés dans le tableau 1 seront soumis à

l'influence d'un certain nombre de facteurs. Nous analysons quatre de ces facteurs ci-dessous.

##### 3.1.1. Stratégies d'approvisionnement et répartition spatiale des acteurs et des effets

La structuration de la demande étant instaurée par le biais de stratégies, politiques et procédures d'approvisionnement, il s'ensuit que les objectifs et les caractéristiques de conception du système d'achat détermineront, dans une très large mesure, le potentiel des programmes HGSF quant à la réalisation des effets positifs en termes de développement agricole pour les exploitants de ferme familiale. À terme, le degré de réalisation de ce potentiel dépendra de l'efficacité avec laquelle le système d'approvisionnement choisi est mis en œuvre. Tout système d'approvisionnement, quel qu'il soit, exigera de procéder à un certain nombre d'arbitrages ; et les retombées directes et indirectes précédemment identifiées en matière de développement agricole devront forcément faire l'objet d'un tel travail d'arbitrage. Il n'est ni réaliste ni opportun de supposer que la stimulation du développement agricole puisse ou doive être l'objectif prioritaire d'un système d'approvisionnement HGSF. Les objectifs prioritaires doivent plutôt être la mise en place d'un système d'approvisionnement fiable, garantissant des denrées alimentaires sûres, appropriées et proposées à un prix raisonnable.

Pour illustrer la diversité des approches en matière d'approvisionnement qui sont utilisées dans les nouveaux programmes HGSF mis en œuvre en ASS, nous considérons ci-dessous trois exemples. Chacun de ces systèmes pourra d'une manière ou d'une autre se revendiquer de l'approche HGSF, avec cependant des différences probables sur le plan des coûts mis en œuvre et des résultats en termes de niveau et de distribution des effets du développement agricole :

- Une cuisinière, employée par une seule école, se rend chaque semaine au marché local pour acheter du maïs, des haricots noirs, de l'huile et des condiments. Elle négocie sur le marché avec plusieurs commerçants afin d'obtenir le meilleur rapport qualité-prix et règle ses achats en espèces.
- Suite à une procédure d'appel d'offres, un district scolaire signe un contrat avec une coopérative agricole voisine pour la fourniture d'une quantité mensuelle spécifiée de maïs et haricots noirs « produits localement », cela tout au long de l'année. Un prix minimal est établi mais le contrat précise que si, au moment de la livraison, le « prix du marché » est supérieur au prix minimum, la coopérative des producteurs sera payée au prix du marché + 10 %. Aucune disposition ne prévoit de paiement d'avance. Le district scolaire assure chaque mois la collecte des marchandises et leur livraison dans chacun de ses écoles. L'huile, les condiments, les légumes et les autres denrées périssables sont achetés par la cuisinière de l'école sur le marché local selon les modalités décrites plus haut.
- Un ministère de l'Éducation nationale demande à son bureau des achats de publier dans un quotidien national un avis d'appel d'offres portant sur l'approvisionnement, la distribution et la préparation d'un programme national de restauration scolaire.

**Tableau 1. Effets directs et indirects sur le développement agricole et économique potentiellement associés à l'HGSF**

Type	Effet	Bénéficiaires	Mécanisme	Facteurs d'influence sur la réalisation de l'effet
Direct	Augmentation des revenus	Producteurs et/ou autres acteurs de la chaîne d'approvisionnement	Augmentation de la quantité vendue Amélioration de la productivité	Accroissement net de la demande généré par le programme HGSF; proportion des produits commercialisés représentée par les achats du programme HGSF  Réponse des fournisseurs  Efficacité des mécanismes du marché  L'accès à une formation, des possibilités de crédit et une technologie adaptées
Direct	Réduction du risque ; stabilisation des revenus	Producteurs et/ou autres acteurs de la chaîne d'approvisionnement	Prévisibilité de la demande	Proportion des produits commercialisés représentée par les achats du programme HGSF  Efficacité des mécanismes du marché
Direct	Formation du capital humain	Producteurs et/ou autres acteurs de la chaîne d'approvisionnement	Expérience, activités de formation et de renforcement des capacités	Disponibilité d'une formation technique adaptée et efficace
Indirect	Augmentation des revenus	Emplois / salaires  Prestataires de biens et services non alimentaires  Producteurs et/ou autres acteurs de la chaîne alimentaire  Consommateurs	Emplois/salaires supplémentaires (effets multiplicateurs)  Augmentation de la demande (effets multiplicateurs)  Augmentation de la demande alimentaire (effets multiplicateurs)  Réduction des prix de l'alimentation (effets d'entraînement)	Réponse des fournisseurs vis-à-vis de l'HGSF  Besoins en main d'œuvre marginale (par exemple selon les différentes marchandises ou systèmes de production) ; quantités de produits de base achetés par le programme HGSF ; niveaux de salaire  Préférences des consommateurs
Indirect	Formation du capital social	Producteurs et/ou autres acteurs de la chaîne alimentaire	Expérience du travail en collaboration pour réaliser des objectifs contractuels (effets d'entraînement)	Stratégie d'approvisionnement  Mise en place des mesures d'incitation correctes

L'appel d'offres précise qu'un minimum de 50 % de l'ensemble des denrées alimentaires doivent être localement produites (à l'intérieur des frontières) et qu'un système adapté doit être mis en place pour contrôler la proportion des produits locaux. Le soumissionnaire retenu devra prévoir un système d'indemnisation en cas de défaut et les fournisseurs sont réglés à 30 jours.

L'intérêt de l'exercice réside ici dans la compréhension des effets d'une structuration de la demande passant par divers modèles d'approvisionnement. Comme nous l'avons constaté dans les trois exemples ci-dessus, cela offre en effet un éclairage immédiat sur les relations spatiales s'articulant autour de l'HGSF. On peut identifier deux variables spatiales potentielles qui pourraient avoir un effet important sur le niveau, le type et/ou la répartition des retombées du programme HGSF : la première

est le degré de regroupement des producteurs ; la seconde est leur proximité par rapport au lieu de consommation. Si l'on combine ces deux variables, trois configurations spatiales peuvent être envisagées :

1. Producteurs regroupés ; consommateurs à proximité : par exemple, un modèle fortement décentralisé d'achat au niveau de chaque école, essentiellement au près de producteurs de proximité.
2. Producteurs regroupés ; consommateurs éloignés : par exemple, un modèle plus centralisé dans le cadre duquel la nourriture est achetée auprès de regroupements d'agriculteurs dans les zones à excédents de production, puis acheminée vers les écoles éloignées.
3. Producteurs non regroupés : par exemple, un modèle centralisé dans le cadre duquel la nourriture est achetée sans aucune exigence particulière quant à son origine, puis acheminée vers les écoles éloignées.

La configuration 1 sous-entend un lien étroit entre les sites de production et de consommation (ce qui pourra être important si l'on veut satisfaire aux préférences locales en termes de goût ou de qualité), permettant d'approvisionner les écoles très isolées ou de proposer des produits frais ou périssables. Les configurations 1 et 2 permettent le regroupement des producteurs et ouvrent donc la voie « au contrôle par les pairs, au partage de l'information et du développement des connaissances, au contrôle qualité, aux achats groupés, à la mise à jour des compétences et aux relations amont et aval », tous ces facteurs étant, selon Tandler and Amorim (1996), particulièrement importants pour les stratégies de croissance assistée par la demande. Les configurations 2 et 3 impliquent des systèmes d'achats plus centralisés, opérant à plus grande échelle et sur des quantités plus importantes ; ils nécessiteront donc probablement un rôle plus prééminent pour les intermédiaires de la chaîne d'approvisionnement. La configuration 3 est celle qui laisse le plus de marge de manœuvre en termes de choix, qualité, prix etc. Elle se prête mal, en revanche, à des retombées telles que l'apprentissage de groupe ou la formation du capital social entre les producteurs et rendrait probablement difficile et coûteuse la mise en œuvre d'éventuelles mesures d'accompagnement sur le volet « offre ».

### 3.1.2. Seuils d'impact et effets d'échelle

Un programme HGFSF vise à réaliser des objectifs de développement agricole et de protection sociale par le biais d'un instrument unique ; c'est la raison pour laquelle, dans de nombreux cas de figure, il sera nécessaire d'engager des activités complémentaires permettant aux agriculteurs les plus défavorisés de renforcer leur engagement auprès des marchés. Il sera ainsi par exemple probablement nécessaire que le programme (ou un organisme associé) subventionne les efforts de formation, propose des « packs de prise en main » des nouvelles technologies ou autres mesures d'accompagnement complémentaires, et assure un soutien au crédit. Une telle intervention pourra, à de nombreux égards, être interprétée comme du « protectionnisme », dans la mesure où elle vise à protéger les exploitants de ferme familiale contre les pleins effets du marché tout en leur assurant un certain avantage concurrentiel. Ce

protectionnisme reconnaît implicitement qu'un nombre important d'exploitants de ferme familiale parmi les plus pauvres sont confrontés à des seuils de départ (actifs à déployer, formation, revenus, etc.) en deçà desquels ils ne sont pas en mesure d'être compétitifs dans un environnement commercial. Pour produire les effets de transformation désirés, le modèle HGFSF doit aider ces ménages à dépasser ces seuils. La tâche pourra cependant être fort complexe dans la mesure où, bien souvent, la vulnérabilité de ces familles d'agriculteurs tient au fait qu'elles sont simultanément confrontées à des seuils de natures multiples.

Les seuils induisent des effets non-linéaires qui font que les moyens de subsistance sont particulièrement sensibles ou vulnérables à tout changement intervenant sur des plages particulières de certaines variables. Trois types de seuil apportent un éclairage édifiant sur les synergies et conflits possibles entre les politiques de développement agricole et de protection sociale. Aux seuils liés aux actifs des exploitations (Carter et Barrett 2007), qui impliquent que certains niveaux ou combinaisons d'équipement sont nécessaires pour permettre la génération de certains revenus (deux boeufs seront par exemple nécessaires pour le labour), il faut ajouter les seuils de prix et les seuils de marché. Un seuil de prix survient lorsqu'une activité ne devient rentable qu'à partir d'un certain prix. Un seuil de marché survient lorsque la faiblesse des volumes et le nombre restreint des acteurs du marché engendrent des risques de coordination et des surcoûts de transaction. Ainsi s'établit un cercle vicieux caractérisé par des niveaux d'activité économique faibles, un nombre d'intervenants restreint, des volumes commerciaux peu développés, des coûts de transport et de communication élevés, des risques et coûts de transactions importants, des institutions pénales peu aptes à faire appliquer des obligations contractuelles, des risques graves sur les plans physiques et commerciaux, et des freins et défaillances entravant les investissements dans la chaîne d'approvisionnement (Dorward et Kydd 2005).

Toutes ces contraintes pesant sur les moyens de subsistance locaux renforcent l'argument énoncé plus haut, à savoir qu'il existe une convergence logique entre politique agricole et politique de protection sociale et que les interventions au niveau des actifs à mettre en œuvre, des prix ou des marchés peuvent bénéficier à la fois à la production agricole et à la sécurité alimentaire des ménages. En d'autres termes, une intervention exclusivement ciblée sur l'une de ces trois contraintes (actifs, prix ou marché) risque de s'avérer insuffisante. Ces considérations sont cruciales pour tout programme HGFSF.

### 3.1.3. Complémentarités des politiques et effets de séquençement

S'appuyant sur leur hypothèse de coordination du développement et tirant les leçons de l'expérience du Malawi, Dorward et Kydd (2005) soutiennent que les marchés intrants, extrants et financiers sont très peu développés en ce qui concerne les biens et services dans de nombreuses zones d'exploitation agricole à caractère familial. En outre, les coûts transactionnels sont élevés, les services d'information sont chers et le risque d'échec des transactions est important pour les acheteurs tout

comme les vendeurs. Les prix demeurent par conséquent élevés pour couvrir ces imperfections et risques, ce qui réduit la demande. Ces conditions et les risques associés à la variabilité des prix et des rendements ont pour effet de piéger les différents acteurs des chaînes d’approvisionnement dans des activités d’équilibre de faible niveau, et de perpétuer les défaillances généralisées du marché : « Les chaînes d’approvisionnement spécifiques nécessaires pour permettre aux agriculteurs ruraux d’intensifier leur production ou pour le lancement d’entreprises non agricoles avec une capitalisation adéquate tendent à être absentes ou très peu développées » (Dorward et Kydd, 2005, p. 262).

Dorward *et al.* (2006) constatent que, dans de telles conditions, les approches basées sur le marché en matière de sécurité alimentaire ne peuvent fonctionner, comme l’a démontré la crise alimentaire ayant sévi au Malawi en 2001/2002. Dans de tels contextes, ils plaident pour l’adoption d’une approche en trois temps ou séquencée pour traiter les enjeux de sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté :

- Pour garantir la sécurité alimentaire immédiate, il est nécessaire de mettre en place des politiques qui fonctionnent en l’absence de marchés efficaces, or cela implique d’attribuer un rôle dominant aux filets de sécurité sociale (pour lesquels l’arbitrage entre transferts en numéraire ou en denrées alimentaires devront être fondés sur une analyse de marché approfondie) et une priorité moindre aux objectifs de croissance économique.
- A moyen terme, il est nécessaire de développer des marchés et une infrastructure rurale efficaces, tout en conservant des mesures de protection sociale qui prennent en compte les conditions des marchés locaux.

A long terme, une fois que les marchés et les commerçants sont bien établis et que l’infrastructure rurale est en place, on peut alors s’appuyer de façon croissante sur des politiques basées sur le marché pour promouvoir la sécurité alimentaire et la croissance économique rurale.

Le point crucial est que les différentes politiques sélectionnées doivent se compléter les unes avec les autres pour permettre la réalisation des objectifs à court et long terme, tout en étant ajustées dans le temps au fur et à mesure de l’évolution des circonstances. En d’autres termes, les synergies politiques apparentes entre mesures d’amélioration du bien-être et promotion de la croissance agricole en faveur des plus pauvres doivent être exploitées intelligemment, en tenant compte des conditions qui prévalent et de l’évolution des priorités au moment considéré. Les instruments de politique doivent par ailleurs se compléter les uns les autres au fil des différentes étapes du développement du marché. Parfois, certains instruments devront être dans une large mesure basés sur des mécanismes autres que ceux du marché, tandis qu’à d’autres moments ils pourront, s’ils sont appropriés, s’appuyer principalement sur le marché.

L’implication de cet argument pour l’approche HGSP et son ambition de transformer l’agriculture est qu’elle doit s’intégrer au sein d’une stratégie de développement plus générale et à long terme, dans le cadre de laquelle les liens entre les politiques mises en place et les marchés intrants et extrants, de même que les investissements dans l’infrastructure et la recherche agricole, sont

soigneusement coordonnés et séquencés de façon logique.

## 4. Discussion

L’introduction de notre rapport faisait référence à la notion selon laquelle les interventions de protection sociale agissant sur le volet « alimentation » peuvent être mises à profit pour promouvoir un changement transformationnel au sein des systèmes d’exploitation agricole à caractère familial. Après avoir exposé la théorie du changement sous-jacente à ce type d’interventions (recours à l’horticulture vivrière locale pour la restauration scolaire), nous avons ensuite examiné les différents effets qu’elles sont susceptibles de produire en termes de développement agricole, ainsi que certains des facteurs qui pourraient modérer leur impact. Cette analyse a mis en exergue la complexité des modalités de transformation agricole associées à l’idée, pourtant apparemment simple, de l’HGSP. Ainsi, malgré l’intérêt croissant et l’enthousiasme pour les programmes HGSP, les questions de savoir si et dans quelles situations l’HGSP est susceptible de stimuler une transformation de l’agriculture familiale, restent des problématiques ouvertes exigeant une réflexion théorique et empirique approfondie. La quasi-inexistence des données sur le fonctionnement de ces programmes en ASS limite les possibilités d’analyse empirique ; cela étant, tout programme d’évaluation mis en œuvre devra tenir compte des nombreuses modalités potentielles de changement positif qui ont été identifiées dans le présent article.

On constate une tendance à se reposer sur des notions telles que le « gagnant-gagnant » et la synergie pour présenter l’HGSP comme une intervention unique, capable de réaliser à la fois les objectifs de protection sociale et de développement agricole. Une perspective alternative pourra toutefois consister à envisager l’HGSP comme le déploiement de deux instruments distincts (restauration scolaire et structuration de la demande), abordant deux objectifs politiques indépendants (bien-être de l’enfance et développement agricole). En instaurant une distinction explicite entre la restauration scolaire et la structuration de la demande, cette conception peut contribuer à focaliser l’attention sur les détails des procédures d’approvisionnement, envisagées comme vecteur d’intervention principal pour la promotion du changement agricole. Cela devrait également faciliter une plus grande cohérence dans l’évaluation des programmes HGSP.

L’autre domaine nécessitant une plus grande clarté concerne l’utilisation du mot « local » dans le contexte HGSP. Ce mot occupe une place centrale dans le discours sur l’HGSP : dans le rapport *Home Grown: The New Era of School Feeding* (Morgan *et al.* 2007), le terme apparaît 838 fois (sur 477 pages), tandis que dans le rapport *Home-Grown School Feeding: A Framework to Link School Feeding with Local Agricultural Production* (Espejo *et al.* 2009), il est utilisé 124 fois (sur 80 pages). Pourtant, ni l’un ni l’autre n’explique clairement ce qui est entendu par « local ». Bien au contraire, selon le contexte, le terme est utilisé pour désigner ce qui se trouve soit à l’intérieur du périmètre enclos du village ou de la zone entourant une école donnée soit, à l’autre extrême, à l’intérieur des

frontières nationales du pays considéré. Comme cela a été souligné plus haut, les dimensions spatiales des volets « restauration scolaire » et « structuration de la demande » d'un programme HGSF détermineront, dans une certaine mesure, la nature, l'amplitude et la distribution des effets positifs sur l'agriculture. Partant d'un tel constat, le maintien de cette ambiguïté autour d'un terme aussi crucial que « local » est intenable.<sup>8</sup>

Dans la suite de cette section, nous identifions les domaines dans lesquels une recherche plus approfondie pourrait contribuer à une meilleure compréhension du potentiel des programmes HGSF en matière de développement agricole. Ces domaines dénotent par ailleurs d'importantes lacunes dans la compréhension des chevauchements plus larges qui prévalent entre protection sociale et développement agricole.

#### 4.1. Une ferme familiale peut-elle être assimilée à une PME ?

Nous avons souligné que l'intérêt de la structuration de la demande en tant que composante centrale d'un programme HGSF peut être lié à une expérience plus large s'appuyant sur des stratégies assistées par la demande visant à promouvoir le développement des PME. L'analyse des exemples du nord-est du Brésil par Tendler et Amorim (1996) est particulièrement pertinente à cet égard. À partir de ce travail, ils ont tiré cinq enseignements clés sur les modalités de mise en œuvre des stratégies de croissance assistées par la demande :

- Les centrales d'achat ne doivent pas être contraintes à s'approvisionner auprès de petites entreprises : les producteurs travaillant avec un « organisme de soutien » doivent prouver qu'ils sont en mesure de fournir leurs marchandises au même prix et avec la même qualité que les fournisseurs existants du gouvernement.
- Les services d'achat ne doivent signer de contrats qu'avec des groupes d'entreprises et payer chaque producteur à la livraison et après inspection satisfaisante des produits du groupe dans son ensemble.
- Les services d'achat doivent consentir à régler à la commande une part substantielle des paiements dus à leurs fournisseurs.
- Les fonctions de soutien doivent rester séparées des fonctions d'achat.
- L'organisme de soutien doit percevoir une petite commission sur le contrat

Ces enseignements, tirés d'expériences réalisées avec de petites entreprises brésiliennes, sont-ils cependant transposables pour les exploitants de ferme familiale en ASS ? Dans quelles mesures une ferme familiale peut-elle être assimilée à une PME ?<sup>9</sup> Certaines des caractéristiques de l'exploitation agricole familiale (notamment : domaine foncier limité et latence sur les efforts d'augmentation de la production) signifient-elles que la portée des enseignements tirés de l'expérience sur les PME est limitée ?

#### 4.2. Transfert des responsabilités et structuration de la demande

Les notions de « propriété communautaire » et de « contrôle communautaire » apparaissent régulièrement dans la littérature consacrée à l'HGSF et dans les discours

concernant la plupart des programmes nationaux d'HGSF en ASS. Bien que les mécanismes soient rarement clairement explicités, l'argument semble être que le transfert des responsabilités au niveau de l'école, dans la mesure où cela permet d'instaurer un sentiment de maîtrise de la propriété au niveau local, peut contribuer à l'application de bonnes pratiques de gestion et de contrôle financier, à la réactivité vis-à-vis des besoins locaux et à la gestion dans une optique de durabilité. C'est d'ailleurs dans cette perspective que certains programmes placent un accent majeur sur le rôle des « comités de gestion des écoles ».

L'un des résultats de la stratégie de transfert des responsabilités au niveau de l'école concerne la décentralisation et la fragmentation des activités d'achat, que l'on constate par exemple dans certains programmes où un responsable de cuisine peut utiliser le marché local pour approvisionner une école particulière. Cela soulève des questions importantes, notamment sur le plan de la capacité à structurer efficacement la demande. On pourrait par exemple supposer que la demande ne peut être efficacement structurée que dans la mesure et au moment où un acheteur peut agir avec un certain niveau d'autorité sur un marché. Cette autorité pourra être associée à plusieurs facteurs : l'échelle des achats par rapport à la taille du marché ; l'offre de prix majorés ; de meilleures conditions de paiement, etc.. Cela étant, l'échelle des achats pourrait se révéler être le facteur fondamental. Un responsable de cuisine qui se rend tous les jours ou toutes les semaines sur un marché animé pour acheter de la nourriture pour une seule école (aboutissant, fondamentalement, à des transactions sur le marché instantané) n'aura en effet théoriquement qu'une influence relativement limitée sur le jeu de l'offre et de la demande. En revanche, une personne qui achète des denrées à plus grande échelle (par exemple pour plusieurs écoles et/ou sur l'ensemble de l'année) sera dans une position plus forte pour établir ou négocier les conditions commerciales (qualité, origine, délais de livraison, taille des lots, etc.) ou, en d'autres termes, pour structurer activement la demande.

Cela permet d'identifier ce qui pourrait être une source de tension importante au cœur même de l'approche HGSF : si un transfert des responsabilités de gestion courante peut effectivement être souhaitable voire nécessaire dans certaines situations, cela risque dans le même temps de limiter la capacité de structuration de la demande, sapant alors la théorie du changement sur laquelle repose l'approche HGSF. Il est indispensable d'approfondir la compréhension des facteurs à la base d'une structuration efficace, en insistant sur la question de l'échelle.

#### 4.3. Mécanismes de livraison pour les mesures liées au volet « offre »

Il est clair que l'intérêt d'un programme HGSF en termes de développement agricole sera limité voire inexistant s'il ne s'accompagne pas d'une augmentation de la productivité agricole. Pour la plupart des pays d'ASS, une telle augmentation de la productivité dépendra de l'amélioration de l'accès aux informations, à la formation, la technologie, aux intrants et au crédit à la production. En d'autres termes, au-delà de la grande question des modalités de structuration de la demande, les services

d'extension agricole financés par l'Etat et les ONG risquent d'être confrontés à d'importantes difficultés sur les plans de la coordination et de la livraison. Lors de la conception des programmes HGSF, les implications des différents modèles et échelles d'approvisionnement sur l'efficacité et la rentabilité des interventions sur le volet « offre » vis-à-vis des fermes familiales devront être considérées avec attention. Au fil des années, on a pu constater un grand nombre d'approches différentes vis-à-vis de l'extension agricole en ASS (qui a par ailleurs également fait l'objet de beaucoup de critique) (Rivera 1996; Rivera and Sulaiman 2009). D'un autre côté, des modèles similaires ont joué un rôle important dans les rapides changements agricoles réalisés dans d'autres pays en voie de développement et, au cours de la dernière décennie, l'intérêt s'est accru pour de nouveaux modèles d'extension basés sur « l'apprentissage social », avec par exemple les écoles agricoles de terrain (Godtland et al. 2004 ; Van den Berg et Jiggins 2007). Quelles sont les implications de cette expérience pour l'application des interventions sur le volet « offre » dans le cadre d'un programme HGSF ? Plus spécifiquement, dans quelle mesure les dimensions spatiales des divers modèles d'approvisionnement sont-elles susceptibles d'avoir un impact sur la logistique et les coûts de ces interventions ?

## **Remerciements**

Ce document est le résultat d'une phase initiale du Projet d'Horticulture vivrière locale pour les repas scolaires (HGSF), financé par la Bill et Melinda Gates Foundation (BMGF) et mis en œuvre par le Partnership for Child Development d'Imperial College.

Nous souhaitons remercier vivement pour leurs contributions à ce rapport M. Iain Gardner et M. Alvaro Pascual Martinez. Nous remercions également nos nombreux collègues qui ont apporté leurs précieux commentaires sur un précédent document de travail.

## Notes

\* Auteur correspondant. Tél : +44 (0)1273 915833 ; fax : +44 (0)1273 621202, E-mails : j.sumberg@ids.ac.uk; r.sabates-wheeler@ids.ac.uk

<sup>1</sup> Cf. Sabates-Wheeler and Devereux (2009) pour une discussion sur les différentes fonctions de la protection sociale.

<sup>2</sup> Le CAADP est le Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique du NEPAD ([www.nepad-caadp.net/](http://www.nepad-caadp.net/)). Le 3ème pilier du programme (distribution alimentaire et faim) place un accent particulier sur l'horticulture vivrière pour les repas scolaires (<http://www.nepad-caadp.net/pillar-3.php>).

<sup>3</sup> <http://www.wfp.org/purchase-progress>

<sup>4</sup> Une alternative à cette orthodoxie est proposée par le mouvement de « souveraineté alimentaire » (Martinez-Torres et Rosset 2010).

<sup>5</sup> La notion d'alimentation « locale » a fait l'objet de nombreuses affirmations et contre-affirmations, concernant notamment des critères tels que la fraîcheur, la saveur, les avantages pour la santé, les impacts environnementaux relatifs etc. (cf. Edwards-Jones et al. (2008) pour une analyse récente).

<sup>6</sup> Par le terme « demande supplémentaire », nous entendons une augmentation de la demande qui soit potentiellement satisfaite par la production locale des exploitations familiales. Ainsi, dans le cas d'un programme existant de restauration scolaire pour lequel tous les aliments seraient présentement importés, il sera considéré qu'un basculement des achats en faveur des marchés locaux constitue une « demande supplémentaire » même si la quantité totale d'aliments consommés ne changeait pas.

<sup>7</sup> Plusieurs observateurs ont déjà souligné que si l'on n'avance pas avec précaution, les tentatives d'établir un tel cycle vertueux fondé sur l'approche HGFS pourraient potentiellement se traduire par des impacts négatifs. Par exemple, si la demande alimentaire générée par un programme est importante compte tenu de la taille du marché « local » et si celle-ci n'est pas immédiatement satisfaite par l'offre, cela risque d'entraîner une forte hausse des prix, avec des conséquences négatives pour les populations pauvres qui s'approvisionnent sur le même marché pour leur denrées alimentaires (Stoppa 2007 a notamment modélisé plusieurs scénarios dans cette optique). L'une des conclusions évidentes est que le contexte et l'échelle de l'intervention doivent être des considérations centrales au moment de l'élaboration du programme.

<sup>8</sup> On trouve la même ambiguïté autour du terme « local » dans la documentation littérature plus largement consacrée à l'alimentation durable et alternative. Born et Purcell (2006) proposent notamment une analyse de ce qu'ils appellent « le piège local » qui pourra stimuler la réflexion.

<sup>9</sup> La plupart des définitions des micro, petites et moyennes entreprises en ASS excluent implicitement ou explicitement les exploitations agricoles à caractère familial (cf. Rogerson (2001) et Abor & Quartey (2010)).

## References

- Abor, J., and P. Quartey. 2010. Issues in SME Development in Ghana and South Africa. *International Research Journal of Finance and Economics* 39: 218-228.
- Barrett, C. B. 2008. Smallholder market participation: Concepts and evidence from eastern and southern Africa. *Food Policy* 33(4): 299-317.
- Bill et Melinda Gates Foundation. 2008. Agricultural Development Strategy 2008-2011: Summary Document (marked Confidential). Seattle.
- . 2009. Agricultural Development: Strategy Overview. Seattle.
- Bolton, P. 2008. Protecting the environment through public procurement: The case of South Africa. *Natural Resources Forum* 32(1): 1-10.
- Born, B., and M. Purcell. 2006. Avoiding the local trap - Scale and food systems in planning research. *Journal of Planning Education and Research* 26(2): 195-207.
- Bundy, D., C. Burbano, M. Grosh, A. Gelli, M. Jukes, and L. Drake. 2009. *Rethinking School Feeding: Social Safety Nets, Child Development, and the Educational Sector, Directions in Development: Human Development*. Washington, DC: The World Bank.
- Carter, M., and C. Barrett. 2007. Asset thresholds and social protection: a 'think-piece'. *IDS Bulletin* 38(3): 34-38.
- Cooper, Russell, and Andrew John. 1988. Coordination Failures in Keynesian Models. *Quarterly Journal of Economics* 103(3): 441-463.
- del Ninno, C., P. A. Dorosh, and K. Subbarao. 2007. Food aid, domestic policy and food security: Contrasting experiences from South Asia and sub-Saharan Africa. *Food Policy* 32(4): 413-435.
- Dorward, A., and J. Kydd. 2004. The Malawi 2002 food crisis: the rural development challenge. *Journal of Modern African Studies* 42(3): 343-361.
- . 2005. Starter Pack in rural development strategies. In *Starter Packs: A Strategy to Fight Hunger in Developing and Transition Countries? Lessons from the Malawi experience, 1998-2003*, edited by S. Levy. Wallingford: CABI.
- Dorward, A., J. Kydd, and C. Poulton. 2005. Beyond liberalisation: «Developmental coordination» policies for African smallholder agriculture. *IDS Bulletin* 36(2): 80-85.
- Dorward, A., R. Sabates Wheeler, I. MacAuslan, C. Buckley, J. Kydd, and E. Chirwa. 2006. *Promoting Agriculture for Social Protection or Social Protection for Agriculture: Policy and Research Issues*. Brighton: Future Agricultures Consortium, Institute of Development Studies.
- DuPuis, E. M., and D. Goodman. 2005. Should we go «home» to eat?: toward a reflexive politics of localism. *Journal of Rural Studies* 21(3): 359-371.
- Eckersley, R. 2004. *The Green State: Rethinking Democracy and Sovereignty*. Cambridge: The MIT Press.
- Edwards-Jones, G., L. Mila` i Canals, N. Hounsome, M. Truninger, G. Koerber, B. Hounsome, P. Cross, E.H. York, A. Hospido, K. Plassmann, I.M. Harris, R.T. Edwards, G.A.S. Day, A.D. Tomos, S.J. Cowell, and D.L. Jones. 2008. Testing the assertion that 'local food is best': the challenges of an evidence-based approach. *Trends in Food Science et Technology* 19: 265-274.
- Espejo, F., C. Burbano, and E. Galliano. 2009. *Home Grown School Feeding: A Framework to Link School Feeding with Local Agricultural Production*. Rome: World Food Programme.
- Geng, Y., and B. Doberstein. 2008. Greening government procurement in developing countries: Building capacity in China. *Journal of Environmental Management* 88(4): 932-938.
- Godtland, E. M., E. Sadoulet, A. De Janvry, R. Murgai, and O. Ortiz. 2004. The impact of farmer field schools on knowledge and productivity: A study of potato farmers in the Peruvian Andes. *Economic Development and Cultural Change* 53(1): 63-92.
- Hinrichs, C. C. 2003. The practice and politics of food system localization. *Journal of Rural Studies* 19: 33-45.
- Lentz, E. C., and C. B. Barrett. 2008. Improving food aid: What reforms would yield the highest payoff? *World Development* 36(7): 1152-1172.
- Martinez-Torres, M. E., and P. M. Rosset. 2010. La Via Campesina: the birth and evolution of a transnational social movement. *Journal of Peasant Studies* 37(1): 149-175.
- Maxwell, D. 2007. Global factors shaping the future of food aid: the implications for WFP. *Disasters* 31: S25-S39.
- McCrudden, C. 2004. Using public procurement to achieve social outcomes. *Natural Resources Forum* 28(4): 257-267.

- Morgan, K. 2008. Greening the Realm: Sustainable Food Chains and the Public Plate. *Regional Studies* 42(9): 1237-1250.
- Morgan, K., T. Bastia, and T. Kanemasu. 2007. Home Grown: The New Era of School Feeding. Cardiff: School of City and Regional Planning, Cardiff University.
- Morgan, K., and R. Sonnino. 2008. *The School Food Revolution: Public Food and the Challenge of Sustainable Development*. London: Earthscan.
- Poulton, C., J. Kydd, and A. Dorward. 2006. Overcoming market constraints on pro-poor agricultural growth in sub-Saharan Africa. *Development Policy Review* 24(3): 243-277.
- Rivera, W. M. 1996. Agricultural extension in transition worldwide: structural, financial and managerial strategies for improving agricultural extension. *Public Administration and Development* 16(2): 151-161.
- Rivera, W. M., and V. R. Sulaiman. 2009. Extension: object of reform, engine for innovation. *Outlook on Agriculture* 38(3): 267-273.
- Rogerson, C. M. 2001. In search of the African miracle: debates on successful small enterprise development in Africa. *Habitat International* 25(1): 115-142.
- Sabates-Wheeler, R., S. Devereux, and B. Guenther. 2009. *Building Synergies Between Social Protection and Smallholder Agricultural Policies*. Brighton: Future Agricultures Consortium et Centre for Social Protection, Institute of Development Studies.
- Sanchez, P., M. S. Swaminathan, P. Dobie, and N. Yuksel. 2005. *Halving Hunger: It Can Be Done*. UN Millennium Project Task Force on Hunger. London: Earthscan et Millennium Project.
- Sonnino, R. 2009. Quality food, public procurement, and sustainable development: the school meal revolution in Rome. *Environment and Planning A* 41(2): 425-440.
- Stoppa, A. 2007. Background material for the supply sections of the HGSF conceptual framework.
- Sumberg, J., and R. Sabates-Wheeler. 2010. *Linking Agricultural Development to School Feeding in Sub-Saharan Africa. Working Paper 012*. Brighton, UK: Future Agricultures Consortium.
- Tadesse, G., and G. Shively. 2009. Food Aid, Food Prices, and Producer Disincentives in Ethiopia. *American Journal of Agricultural Economics* 91(4): 942-955.
- Tendler, J., and M. A. Amorim. 1996. Small firms and their helpers: lessons on demand. *World Development* 24(3): 407-426.
- Van den Berg, H., and J. Jiggins. 2007. Investing in farmers - The impacts of farmer field schools in relation to integrated pest management. *World Development* 35(4): 663-686.
- Winter, M. 2003. Embeddedness, the new food economy and defensive localism. *Journal of Rural Studies* 19: 23-32.

Ce **Document de travail** est écrit par **James Sumberg** et **Rachel Sabates-Wheeler** pour le **Future Agricultures Consortium**. Le Rédacteur des Series est David Hughes. Pour de plus information concernant cette serie visitez: [www.future-agricultures.org](http://www.future-agricultures.org)

Future Agricultures Consortium a pour objectif de susciter les débats et d'encourager le dialogue sur les questions essentielles et la politique à conduire, pour l'avenir de l'agriculture en Afrique. C'est un partenariat entre organismes de recherche africains et britanniques. Future Agricultures, Institute of Development Studies, Brighton, BN1 9RE, Royaume-Uni  
T +44 (0) 1273 915670 E [info@future-agricultures.org](mailto:info@future-agricultures.org)

*Les lecteurs sont autorisés à citer ou reproduire le contenu des Points Infos de Future Agricultures dans leurs propres publications. En retour, le Consortium Avenir des Agricultures souhaite être mentionné et recevoir une copie de la publication.*

FAC appreciates the support of the  
UK Department for International Development (DFID)

